



INTRODUCTION AU DEBAT GENERAL DU CDNE DES 28 ET 29 SEPTEMBRE

Pour débiter ce CDNE, je tiens à donner le bonjour à tous ces fainéants, ces cyniques, ces extrêmes, à toutes celles et ceux qui, ici, ont l'outrecuidance de penser que l'expression de la rue fait partie intégrante du processus démocratique, à toutes celles et ceux qui ne sont rien, à tous les analphabètes, à tous ceux qui devraient travailler pour se payer des chemises et j'en oublie très certainement... Par ce bonjour, voilà clairement posé le paysage politique dans lequel nous nous trouvons, un mépris de classe affirmé par celui qui pense qu'il faut en finir avec l'Etat de droit... euh pardon l'Etat d'urgence... Pourtant, l'état d'urgence est plus que nécessaire et il devrait être promulgué très rapidement. Je parle bien évidemment d'un état d'urgence social. Après le mépris ministériel qu'il a exprimé lorsqu'il était à l'économie sous le gouvernement Valls, Macron exprime sa morgue présidentielle depuis l'étranger où il se pose en donneur de leçon.

Quelques mois après son élection et après avoir prôné le « Et de droite Et de gauche », le président de la république montre le vrai visage de sa politique et de son projet de société. Un projet libéral dans la droite ligne de celui conduit jusqu'alors et qui a pourtant fait preuve de son inefficacité tant sur le plan de la relance économique que sur celui de l'emploi. Fidèle à cette tradition libérale et à ce mode de pensée unique, l'analyse des difficultés ne pousse pas à une réorientation politique mais ses thuriféraires postulent que c'est parce que les réformes ne sont pas allées assez loin que le système ne produit pas les résultats escomptés.

L'Etat est maintenant piloté comme une entreprise sous l'aiguillon du MEDEF, du grand patronat et par l'économique, par Bercy. Au cœur de ce projet, deux grands axes en assurent l'ossature idéologique : l'autonomie et l'individualisation. Le modèle de société qui est prôné est celui d'une France constituée par une somme d'individus responsables chacun de leur parcours, de leur emploi, de leurs réussites comme de leurs échecs. Le TOUT n'est plus considéré comme dépassant la somme des parties mais juste comme l'agglomérat de ces parties. De cette vision de la société et pour la modeler, découle la nécessité absolue de casser toutes les solidarités, de privilégier l'intérêt individuel à l'intérêt collectif, à instaurer un système de subordination plus prégnant, à privilégier les concurrences entre les uns et les autres, à détruire un à un tous les acquis sociaux, le tout habillé dans des communications visant à faire croire à un système plus juste, plus équitable.

Le brouillage politique que nous observons sous l'ère Hollande avec un gouvernement de gauche menant une politique économique et sociale de droite, des verts absorbés et explosant, une droite de plus en plus tendue vers son extrême... avait permis au moment des présidentielles l'émergence de mouvements s'autoproclamant transparti, presque apolitique au sens partisan du terme. L'élection de Macron avec un mouvement regroupant dans ses forces des personnalités de toutes obédiences a provoqué des schismes dans tous les partis traditionnels dont on peut voir que la nécessité de reconstruction face à laquelle ils sont, les oblige à retrouver quelque part leurs fondamentaux. C'est les turbulences du FN qui recentre ses discours contre l'Europe et l'immigration et qui exclut Philippot et sa ligne, c'est la droite qui cherche à se reconstruire dans une vision très droitière empêtré qu'ils sont par la politique menée par Macron qui leur correspond (c'est le sens de l'engagement des « constructifs »), c'est un PS qui cherche à retrouver des valeurs de gauche... Le paysage politique français actuel ne brille pas par la clarté et les lignes poursuivies par les uns et les autres ne permettent pas une grande lisibilité sur ce qui est effectivement porté. Cette instabilité impacte le syndicalisme, les acteurs du champ social qui ne sont pas exempts de débats pour trouver les voies et moyens, dans ce contexte, de faire vivre les revendications.

Les politiques libérales menées en France et en Europe amènent de plus en plus de fractures. La pauvreté, la précarité augmentent partout. Les difficultés à vivre que cela engendre amènent de plus en plus de repli sur soi et de volonté de protectionnisme qui se traduit par une porosité encore plus marquée aux discours démagogiques et à la montée des extrêmes droites comme dernièrement en Allemagne.

En France ces politiques libérales connaissent une accentuation, le gouvernement Philippe allant plus loin encore que ne l'aurait probablement osé la droite. Dans la suite de la loi Macron 1 communément appelée loi El Khomri, le gouvernement continue avec les ordonnances son entreprise de sappe du code du travail, des relations au travail. La mise en scène scandaleuse à laquelle Macron s'est livrée, comme le fait Trump, pour signer les ordonnances en pleine mobilisations vise à faire croire que signature vaut ratification et qu'il n'y a plus à discuter... Si ce sujet est au cœur de l'actualité et c'est tout à fait normal compte tenu de la hauteur des attaques, il ne faut pas pour autant occulter l'ensemble des annonces que le gouvernement a fait durant cet été et en cette rentrée. Elles s'attaquent frontalement aux droits sociaux, aux solidarités et font système pour construire le projet de société porté par Macron : continuation d'une politique d'austérité avec une nouvelle réduction des dépenses publiques, suppressions de contrats aidés, baisse des APL, multiplication de mesures qui vont impacter fortement les agents publics, inscription dans la loi de dispositifs relatifs à l'état d'urgence, répression envers les personnes aidant les migrants (Procès de C. Herrou, P.A Mannoni)... Ce sont les populations les plus fragiles, les jeunes, les femmes, les retraités, les précaires, les salariés... qui en paient le prix fort. La lutte des classes est loin d'être morte et c'est le capitalisme, les plus favorisés qui la mène le plus activement. Le gouvernement déroule une politique particulièrement offensive en ce qui concerne les mesures économiques et fiscales avec des cadeaux aux plus riches (réforme de l'ISF...) d'un côté et de l'autre une kyrielle d'efforts à consentir pour tenir les équilibres budgétaires, efforts qui seraient soutenus par les seuls salariés, retraités et jeunes les moins aisés.

Les batailles de positionnement des organisations syndicales (qui serait le premier opposant à Macron, qui serait l'interlocuteur privilégié et indispensable... problématique qu'on retrouve dans le champ politique) rendent difficile la construction de mobilisations d'ampleur que nécessite la situation. Pour autant, les mobilisations des 12, 21 et dans un autre ordre d'idée celle du 23 sont loin d'être anecdotiques et montrent que ces mesures ne passent pas auprès des salariés et une majorité de la population. Les sondages visant à mesurer la confiance dans le gouvernement et dans le président de la République en atteste d'ailleurs fortement, tout comme les résultats des sénatoriales qui montrent l'échec de la république en marche au regard de ses ambitions.

Dans le même temps qu'on s'attaque au code du travail pour le privé, le gouvernement postule qu'il y aurait "une addiction française à la dépense publique". Sans aucunement faire l'analyse des besoins en termes de services publics et de fonction publique, il promet de répondre au diktat de l'Europe et programme une baisse de la dépense publique de 3 points de PIB sur 5 ans. Comme nous l'avons analysé lors de l'annonce des différents périmètres ministériels, la création d'un ministère de l'action et des comptes publics en lieu et place d'un ministère de la Fonction publique montre bien la logique comptable qui est à l'œuvre. Face à cela et au rapport à charge (comme d'habitude) de la cour des comptes qui justifie la nécessité d'économiser sur le dos de la Fonction publique, la FSU est intervenue pour exiger la mise en place d'un grenelle de la fonction publique pour que la réflexion puisse s'engager sur les besoins réels mais aussi pour que puisse être mesuré la contribution réelle de la FP dans la production de la richesse de notre pays. Le gouvernement y a répondu, en partie, favorablement en proposant un « forum de l'action publique » (de novembre à fin janvier). L'enjeu est de faire de ce moment une opportunité d'expression pour les agents et les usagers afin de questionner les périmètres, l'accessibilité, de faire remonter les besoins... et d'envisager, à partir de là, les missions qui en découlent. La projection de ce débat n'entame pour autant pas la détermination du gouvernement à baisser la dépense publique et les annonces vont bon train : suppression de 120 000 postes de fonctionnaires (avec un premier impact pour nous puisque les projets de budget ne montrent aucune création de poste), augmentation d'1,7 point de la CSG qui ne serait compensée qu'en partie pour les fonctionnaire avec des systèmes complexes qui réintroduisent de l'indemnitaire dans le salaire, remise en cause du calendrier de mise en œuvre des mesures actées de PPCR, gel budgétaire à la justice et à la PJJ, baisse de 30% du budget du ministère du travail (logique puisqu'on donne la main aux entreprises et au patronat), suppression d'emplois aidés, réinstauration d'une journée de carence, menace de différencier la valeur du point d'indice selon les versants de la Fonction publique cassant l'unicité de la Fonction publique... Ces mesures sont inacceptables et nous avons la responsabilité,



compte tenu de notre champ d'intervention d'y répondre fortement et massivement, d'opposer un refus catégorique à ces mesures. Avec la FSU nous avons proposé à l'ensemble des organisations syndicales de la Fonction publique une journée d'action au moment du rendez-vous salarial inscrit à l'agenda social. Le 10 octobre prochain, ce sera l'ensemble des agents qui seront appelés à se mobiliser, à faire grève et à manifester à l'appel de toutes les fédérations de la Fonction publique. Cette unité syndicale est inédite depuis 10 ans. Je ne vous ferai pas l'affront de vous expliquer les enjeux et la nécessité de réussir cette journée mais il faut que vous sachiez que d'ores et déjà circule dans les ministères les chiffres de mobilisation dans cette dernière configuration (2007 environ 30 000). Se planter, ce sera donner un blanc-seing au gouvernement pour mettre à l'œuvre toutes ces mesures.

Avant ce 10 octobre qui doit être une date phare de nos calendriers et face à la problématique du recrutement et de l'emploi de plus en plus de précaires, je vous rappelle que d'autres mobilisations importantes sont dans le paysage. Il y a tout d'abord celles du 28 septembre, aujourd'hui même, avec un mouvement des retraités pour leur pouvoir d'achat fortement impacté par la hausse de la CSG prévue et un mouvement pour le droit à l'avortement puis, à l'appel de la FSU, celle du 2 au 6 octobre avec une semaine d'action dans les départements (qui se poursuivra le 8 novembre à Paris) pour défendre la situation des personnels contractuels et exiger l'ouverture de discussion pour gagner un plan de titularisation massive.

A propos de précarité, la suppression des emplois aidés par le gouvernement met en difficulté bon nombre d'établissements tant dans le premier degré (le plus impacté) que dans le second. Au-delà des aides à la direction d'école, de l'accompagnement des élèves en situation de handicap ce sont aussi l'accompagnement dans les transports, la surveillance des élèves, des cantines, les activités périscolaires qui sont dans de nombreux endroits touchés. La Martinique et d'autres départements métropolitains se mobilisent fortement (grève générale à la Martinique par exemple qui a gagné sur ses revendications et le renouvellement des contrats aidés) ... et bien que nous réclamions des créations d'emploi pérennes en lieu et place de contrats précaires, il nous faut agir pour que les services rendus par ces personnels soient assurés et que soient trouvés des solutions de réemploi.

Hasard du calendrier, le 10 octobre sera aussi une journée de mobilisation pour la Fonction publique en Belgique...

Et l'Education dans tout cela ?

Une rentrée à la Rudyard Kipling mis en scène non par Walt Disney mais par le Ministère de l'Education nationale. Cette rentrée m'a fait penser au livre de la jungle avec dans le rôle de Kaa, Jean-Michel Blanquer qui nous chante à l'envi « aie confianceeee » tout en resserrant ses anneaux pour changer l'orientation du système éducatif vers son projet d'école... Pas de grande réforme comme il l'a annoncé mais un ensemble de dispositifs et d'annonces qui, à terme, peuvent profondément changer le visage de l'Education nationale avec un mouvement en « marche arrière » vers les idées qu'il développait sous Sarkozy quand il était numéro 2 de l'Education nationale. Dès son arrivée et conformément aux engagements présidentiels, le ministre a assoupli sans concertation ni discussion la réforme des rythmes dans le premier degré et la réforme du collège pour permettre l'installation des classes bilingues, des enseignements de lettres classiques notamment. Ces premières mesures qui faisaient pour une part écho à la préoccupation de collègues n'ont pas suscité de vives réactions mais la méthode interrogeait déjà... L'installation dans la foulée des CP à 12 sans moyen supplémentaire en mobilisant une part des maîtres surnuméraires du dispositif plus de maîtres que de classes assorti de l'objectif de 100% de réussite au CP, l'annonce de nouveaux fondamentaux (le grand retour) : le lire, écrire, compter et le respect de l'autre, la polémique sur les méthodes de lecture, l'annonce de la nécessité de maîtriser la division dès les premières années de primaire, le dispositif devoirs faits, la fusion des académies de Caen et de Rouen ou encore la rentrée en chantant... ont montré un ministre qui sait où il veut aller et qui ne s'embarrasse pas du dialogue et de la volonté de créer du consensus... le dernier exemple en date sont les annonces du ministre lors de la journée nationale du sport scolaire.



Annonces sorties de son chapeau sans discussion aucune : rapprocher le sport fédéral de l'école, BTS des métiers du sport, création de SSS, création de CHAS...

Le premier degré a eu particulièrement à subir la méthode et les idées blanquérienne et s'est retrouvé au centre de la tempête en cette rentrée.

Si le second degré a été pour l'instant relativement épargné, les projets de réforme risquent fort de nous placer assez rapidement face à une situation difficile mais pour l'évoquer, je suis dans l'obligation de repartir de la situation vécue dans le supérieur. Les « joies » de la LRU, de l'autonomie des universités, couplé à un désengagement important de l'Etat en termes de budget pour répondre aux besoins place l'enseignement supérieur dans une situation ingérable : d'une part il doit accueillir l'équivalent en nombre d'une université supplémentaire par an depuis quelques années et d'autre part il voit ses moyens humains et financiers diminuer... Il était évident que des filières déjà sous tension allaient finir par exploser. C'est notamment le cas des STAPS qui, pour tenter de gérer les flux et permettre un accueil relativement acceptable des étudiants, avaient eu recours à certains endroits au tirage au sort. Les polémiques de cet été, les situations ubuesques vécues par certains bacheliers souhaitant intégrer la filière et se trouvant recalés, les affres d'APB, le taux d'échec important en licence et l'hyper médiatisation de ces problématiques ont poussé le gouvernement à annoncer la fin du tirage au sort et la construction de pré-requis pour accéder à l'université. 11 groupes de travail ont donc été constitués pour réfléchir à ce que pourrait être ces pré-requis mais aussi pour réfléchir sur la vie étudiante, les conditions de la réussite etc. Parmi ces groupes il y a un groupe spécifique sur les STAPS. 11 groupes devant se réunir 5 fois donc 55 réunions en à peine deux mois... Je n'en dirai pas plus, nous aurons l'occasion d'y revenir lors de ce CDNE mais la question de la définition des pré-requis pour rentrer à l'université qui pourraient très vite dériver vers une forme de sélection plus ou moins déguisée va, de facto, impacter la réflexion autour de la réforme du bac envisagé par Blanquer qui veut resserrer cet examen sur quelques matières en contrôle terminal (le reste en contrôle continu)... Toujours par rebond, sachant tous ici que le certificat, quoi qu'on en dise, pilote toujours les contenus d'enseignement, il n'est nul besoin d'être un grand devin pour envisager la possibilité d'une réforme des programmes de lycée. C'est d'ailleurs là aussi qu'il faut voir la volonté de Blanquer de mettre à la marge le CSP en critiquant ouvertement ses orientations et ses productions et en poussant quelque part Lussaut à la démission. Il y a une volonté de reprise en main de la question des contenus que Blanquer ne voit pas dans les mains d'un organisme plus ou moins indépendant...

Si nous connaissons tous ici le ministre de l'Education et que nous savons que ce qu'il porte n'est pas franchement la question de la réussite de tous au sens où nous l'entendons mais plutôt la réussite de chacun en fonction de ses possibilités, de son talent, il n'en reste pas moins que des ouvertures peuvent exister pour porter nos revendications très spécifiques. Lors de notre rencontre au mois de juillet et alors qu'il avait annoncé publiquement qu'il ne toucherait pas aux programmes, il s'est déclaré prêt à regarder plus avant ceux d'EPS. Depuis, nous avons vu qu'il souhaitait toiletter certains contenus et notamment ceux de français... Il y a donc des potentialités qu'il nous faut exploiter et les programmes alternatifs doivent être portés encore plus fortement dans la période pour être partagés par la profession mais aussi et surtout pour en faire un instrument politique et médiatisé. Nous devons être sur cette question dans une forme de manifestation et de revendication qui doit trouver des échos médiatiques. C'est la condition sine qua non de la construction du rapport de force dont nous avons besoin pour faire changer nos programmes et pour retravailler la certification au DNB. Nous serons donc dans une situation où il nous faudra décoder, critiquer, s'opposer et dans le même temps créer les conditions d'un dialogue et d'un travail pour avancer sur nos questions spécifiques.

S'agissant des emplois, si Blanquer nous a annoncé vouloir construire un plan de recrutement pour les prochaines années, il nous a semblé, sans le dire, écarter l'idée d'une augmentation du nombre de postes aux concours nous expliquant que s'il disposait de marges de manœuvre, ces dernières seraient mobilisées pour le premier degré qui est la priorité fixée par le chef de l'Etat. Alors que nous sommes déjà dans une situation où l'ensemble des besoins ne sont pas couverts, que nous avons connus une hausse démographique ces dernières années, nous risquons, au cours de ce quinquennat de connaître



à nouveau une situation très tendue. Il nous faut prendre ce dossier à bras le corps, travailler à la mise à jour des cartes scolaires, vérifier la situation de chaque établissement et faire remonter partout les besoins réels pour enclencher un ensemble de revendications fondées sur la réalité du terrain, sur la situation vécue par les enseignants d'EPS.

Je voudrais terminer ce tour rapide de quelques dossiers par une question « sport ». Le 13 septembre dernier, le CIO a confirmé le choix de Paris comme ville hôte des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024. Le positionnement que nous avons adopté au SNEP-FSU consistant à faire de la candidature de Paris une opportunité pour porter à tous les niveaux nos revendications sans entrer dans un débat consistant à la soutenir ou à la rejeter nous a permis de mener un travail auprès du comité de candidature et des politiques qui a pu nous entrouvrir quelques portes et faire du SNEP-FSU un interlocuteur. L'attribution des Jeux doit nous placer encore plus dans une attitude offensive sur l'ensemble de nos problématiques. Nous devons faire des JOP une question politique, un objet et un enjeu pour notre syndicalisme. Au-delà de nos questions spécifiques qui sont primordiales (celle d'une politique ambitieuse pour le sport pour tous, d'une reconstruction d'un réseau jeunesse et sport, d'une reconnaissance du travail et des missions des professeurs de sport, de nos contenus en EPS, de la valorisation du sport scolaire, de la question primordiale pour nous des installations sportives et j'en passe...), nous avons l'occasion, en acte, de travailler à l'effectivité de nos mandats. Derrière les JOP, il n'y a pas que des questions sportives, il y a celles de la transition écologique, des transports publics, du logement social, de l'emploi, de la qualité de ces emplois, de la place des services publics, de l'accessibilité... c'est l'occasion de tenter de donner du corps à ce que nous portons et d'essayer de faire vivre nos revendications. Cette activité n'est pas seulement une activité du national. Partout dans les régions on doit pouvoir porter ces problématiques, certaines villes travaillent déjà pour devenir des bases arrière et accueillir des équipes Olympiques pour leur préparation et entraînement. Les équipements sportifs dans ce contexte revendicatif sont une priorité. Si les JOP n'ont lieu que dans 7 ans, les délais pour construire des plans d'investissement, pour envisager une rénovation, une construction etc. sont tels que nous avons devant nous approximativement 6 mois pour pousser. Nous avons envisagé la construction d'un comité de veille et de suivi pour vérifier que les engagements pris lors de la construction du dossier de candidature seront respectés. Il nous faut le mettre en place rapidement parce que déjà apparaissent quelques faits inacceptables. Nous avons proposé également la construction de jeux scolaires pour que les plus jeunes puissent participer activement de cette construction mais aussi pour faire la démonstration que d'autres jeux sont possibles... Il nous faut y travailler !

Au niveau du SNEP tant à l'externe qu'à l'interne, deux points me donnent particulièrement satisfaction : la reconnaissance institutionnelle de la légitimité du SNEP-FSU et de l'intérêt de ce qu'il porte. A contrario de la période passée où le SNEP était ignoré voire méprisé nous avons en ce début d'année été reçu par la ministre des sports, par le ministre de l'Education nationale, par le conseiller sport de l'Elysée à sa demande ; nous avons intégré sans difficulté les groupes de travail du supérieur, nous allons être reçu par le cabinet de la ministre de l'enseignement supérieur, nous recevons de nombreux messages de députés suite à l'envoi des dix propositions pour le sport... Jamais, je n'avais observé une telle écoute et j'espère sincèrement que cela portera des fruits. Ensuite, sur un plan un peu plus interne, le dossier STAPS et le dossier Jeux Olympiques permet une synergie et un travail commun entre les deux piliers du SNEP : le secteur « EPS » et le secteur « sport ». Ce décloisonnement me semble être de bon augure et cette dynamique constructive devrait s'étendre à tous les niveaux de la structure.

On le voit à travers l'exemple de quelques dossiers seulement, c'est le choix que j'ai fait face à une actualité débordante, l'activité à développer est importante, multiforme et contrainte dans le temps. Ajouté aux problématiques locales, la masse de travail est considérable. Pour autant, nous avons la responsabilité de tenir tous les bouts... « Choisir c'est renoncer » disait Gide, nous ne pouvons pas nous payer ce luxe.



Plus que jamais, il y a une nécessité à développer, étoffer tous les échelons de la maison SNEP et notamment le départemental. Les actions de formation pour appréhender les différents dossiers et aider à la structuration des réseaux sont à inscrire à vos calendriers. Cette année, mais nous en reparlerons, nous avons programmé deux temps à destination des S2 : un séminaire en janvier et un stage pour les nouveaux militants de S2 début Juillet. Quelle que soit l'actualité et l'activité que nous aurons à mener, ces deux temps de formation impliquent l'engagement de toutes et tous pour rendre encore plus efficace notre outil syndical.

Cette activité multiforme, cette présence sur tous les fronts doit faire partie intégrante de la campagne du SNEP pour les élections professionnelles. Nos actions, ce que nous portons, ce que nous disons doivent être portés à la connaissance du plus grand nombre. Il nous faut communiquer davantage. Savoir-faire et faire savoir doivent aller de pair dans la période !

Pour le débat qui va suivre, je poserai deux problématiques :

Comme je l'ai dit précédemment, nous sommes entrés dans une phase de résistance face à un projet de société dont nous ne partageons pas les orientations. Des parallèles existent entre la vision du monde du travail et le projet d'école. Il n'y a effectivement aucune raison pour que l'école, lieu de formation et d'éducation, échappe à un processus global visant la transformation d'une société. D'ailleurs le MEDEF ne s'y trompe pas quand il fait des propositions pour réformer l'école... La Fonction publique de manière générale n'échappe pas non plus à ce processus de transformation. On y développe la concurrence, on met fin aux solidarités, on ouvre au secteur marchand des missions relevant des services publics etc. Le développement de toutes les luttes sectorielles ou plus globales comme celles du secteur privé ou de l'ensemble de la Fonction publique participe de ce mouvement de contestation et revendique un tout autre projet de société. De jour en jour le calendrier de mobilisation se remplit et chaque jour le terrain, la rue est occupée... Pour développer l'action de masse nécessaire, il est primordial de construire dans chaque secteur le rapport de force en rendant visible et lisible les revendications. La FSU à l'initiative unitaire du 10 octobre est dans ce mouvement ; les syndicats de l'Education de la FSU sont à l'initiative d'une construction d'un appel commun à la grève le 10 octobre avec l'ensemble des syndicats de l'Éduc. La CGT, quant à elle, estime que la réussite des grèves et des mobilisations du 10 sera un élément déterminant pour les suites unitaires qui pourraient se construire. Cette stratégie syndicale, développement des luttes puis recherche de convergences est questionnée et je pense utile que nous ayons un temps de débat commun sur quelle stratégie pour quels objectifs ?

Le SNEP propose des alternatives qui sont autant de propositions qui questionnent le réel et qui dessine une perspective de transformation sociale vue au travers de la formation et de l'Éducation. Ces alternatives : les programmes alternatifs EPS et le projet d'École adoptés lors de notre dernier congrès doivent être développées et portées dans le débat public. C'est la contribution spécifique de notre syndicalisme de métier à la construction d'un autre projet de société. Comment faire vivre nos spécificités, nos revendications propres dans le contexte que nous connaissons ?